AHMED OUYAHIA À PROPOS DE LA RÉVISION DE LA CONSTITUTION :

«Les voix de la surenchère se sont éteintes»

«Chacun a le droit de donner la lecture politique qu'il veut des événements de Berriane et de Chlef. Mais du point de vue de notre parti, nous restons pragmatiques et disons que ce qui s'est passé est le résultat d'un marasme social, qui va de l'est à l'ouest du pays et qu'aucun ne peut ignorer. Il y a une détresse sociale dont les racines remontent aux quinze années de violence terroriste vécues par tous les Algériens.» Il s'agit là de la lecture politique d'Ahmed Ouyahia sur les violences qui ont secoué dernièrement Berriane, dans la wilaya de Ghardaïa.

Rosa Mansouri - Alger - (Le Soir)- Le secrétaire général du Rassemblement national démocratique (RND) s'est exprimé jeudi dernier sur les événements de Berriane et de Chlef, en marge des travaux de la troisième réunion de la Commission nationale chargée de la préparation du troisième congrès du parti.

Après le RCD qui a montré du doigt les services sécuritaires et l'administration locale, les accusant d'avoir « provoqué le pourrissement et encouragé le tribalisme entre les Mozabites et la communauté arabe», le patron du RND vient ajouter, par ces déclarations, d'autres arguments, connus de tous sur les véritables raisons de la révolte. Mais M. Ouyahia ne dit pas tout, puisqu'il ne met pas tout à fait l'accent sur la misère et la pauvreté des populations mais croit en l'apparition du phénomène de banditisme véhiculé par des personnes recourant aux moyens faciles pour gagner leur vie.

«Certaines personnes ne trouvent pas mieux pour s'enrichir, que de saccager des banques et des bureaux de poste. Ce sont eux qui créent la violence et traumatisent les populations. C'est ce qui est arrivé à Chlef», dit-il.

«Je ne crois pas que ces gens ont des problèmes de logement suite au séisme de 1980 ou autres», fait-il remarquer également. Ouyahia croit dur comme fer que les problèmes sociaux existent depuis des lustres mais n'ont pas souvent véhiculé des violences».

Sur la question du tribalisme, Ahmed Ouyahia ne veut même pas donner plus de proportions à un problème qui n'a pas lieu d'être. «Les Mozabites et les Arabes vivent ensembles depuis des siècles et ce n'est pas aujourd'hui que les uns chasseront les autres», précise le patron du RND, qui a bien voulu se livrer au jeu des questions-réponses avec les journalistes. Des questions qui lui ont permis de s'exprimer sur la révision de la Constitution, qui constitue aujourd'hui l'essentiel du débat politique et qui suscite des interrogations sur les intentions du président de la République sur la question d'un troisième mandat.

Photo : Samir Sid

Ouyahia toujours fidèle au président.

«On a remarqué l'extinction de toutes les voix qui faisaient de la surenchère avec la révision de la Constitution.

Au RND, nous gardons les mêmes positions et notre conviction est que cette question relève des prérogatives du président de la République.» Ahmed Ouyahia cible, de toute évidence, par cette déclaration, le FLN d'Abdelaziz Belkhadem qui a fait beaucoup de surenchère sur la révision de la Constitution et qui a même présenté un projet dans ce sens au président Bouteflika. «Le capitaine d'équipe n'est pas le meilleur joueur. Je ne suis ni capitaine ni meilleur joueur», dit-il sur un ton cynique, et pour réitérer une fois de plus le soutien du RND à toutes les décisions émanant du président de la République.

R. M.

520 MALIENS SE RÉFUGIENT EN TERRITOIRE ALGÉRIEN

6 morts et 41 prisonniers dans une nouvelle attaque des rebelles touaregs

Une attaque de grande envergure des rebelles touaregs commandés par Ibrahim Ag Bahanga a été déclenchée mercredi 21 mai à l'aube contre une caserne de l'armée malienne située à Abeibara, à 80 km des frontières algéro-maliennes.

Bilan : 6 morts dont le commandant de l'unité, 41 prisonniers et un lot important d'armes emportées par les rebelles qui se sont repliés dans la même journée dans la région de Tingharghar.

Cette nouvelle attaque des rebelles touaregs au nord du Mali renseigne sur la situation explosive dans cette région et l'ampleur des combats repris depuis le 2 avril dernier par les hommes de Brahim Ag Bahanga rallié par le mouvement de Hassan Fagaga.

Il est à rappeler que le mouvement de rébellion des Touaregs a été relancé depuis l'interruption du traité entre les rebelles touaregs et les gouvernements des pays du Sahel, le 20 mars dernier.

Cependant, le bilan de cette nouvelle attaque est de 6 morts dans le rang des militaires dont le capitaine Bendatou Idrissa Omar commandant de l'unité, 41 militaires prisonniers, 45 kalachnikovs, 8 lance-roquettes, type RPG-7, 5 fusils mitrailleurs, 3 mortiers, 6 Toyota tout-terrains, 4 chars d'assaut et d'autres moyens blindés et moyens de transmission ont été emportés par les rebelles. Par ailleurs, l'exode massif des Maliens vers le territoire algérien se poursuit. Ils sont plus de 520 personnes à s'être installées à Tinzaouatine et prises en charge par l'ANP et le Croissant-Rouge algérien. Ces réfugiés maliens fuyant les combats, continuent à affluer en territoire algérien en grand nombre. De gros moyens sont déployés pour apporter aide et assistance à ces personnes dont la plupart sont des femmes et des enfants démunis, à la recherche de nourriture et de médicaments.

L'armée algérienne et le Croissant-Rouge ont installé des camps pour mieux secourir les réfugiés mais l'aide se fait dans des conditions climatiques très difficiles, la température dépassant les 42 degrés à l'ombre.

I. T.

CCDR

L'inquisition frappe !

L'intolérable est arrivé. Complice d'une institution religieuse officielle, la justice algérienne s'est engagée dans la voie de l'intolérance et de l'extrémisme intégriste inquisitoire. Bafouant et faisant fi des libertés de conscience et de culte protégées par la Constitution, ces deux institutions ont enfoncé l'Algérie officielle dans la voie la plus dangereuse qui soit. Et, paradoxe des paradoxes, le pouvoir qui a appelé sans cesse à la soi-disant réconciliation nationale, après avoir bâillonné les libertés d'opinion et d'expression, laisse faire la justice et la conforte ainsi dans son attitude rétrograde contre les droits les plus élémentaires de la personne humaine. La décision de la justice algérienne interpelle tout le monde musulman pour réagir et montrer que l'Islam tolérant est une réalité, comme il l'a fait pour défendre la liberté du culte et pour dénoncer les atteintes aux symboles religieux de l'islam. Le CCDR a toujours appelé les citoyens à se mobiliser dans les moments importants. Aujourd'hui,il appelle toutes celles et tous ceux qui sont révoltés par cette grave dérive, à s'organiser là où ils sont en collectifs de protestations contre cette intolérable atteinte aux libertés fondamentales, notamment par une pétition.

MOHAMED ALIOUI AU FORUM DE LA CHAÎNE II :

«Création d'une fédération nationale des éleveurs de bétail»

Bientôt une fédération nationale pour les éleveurs de bétail. C'est ce qu'a annoncé, jeudi dernier, le secrétaire général de l'UNPA sur les ondes de la radio.

Wassila Z. - Alger (Le Soir) - Invité au forum de la Radio nationale Chaîne II, le secrétaire général de l'Union nationale des paysans algériens a également annoncé la tenue d'une rencontre nationale le 22 juin prochain à Zéralda. Celle-ci regroupera tous les agriculteurs de l'ensemble du territoire national et à laquelle participera le chef du gouvernement Abdelaziz Belkhadem. «Une série de réunions régionales succéderont à cette rencontre», a affirmé Alioui. Les travaux de cette rencontre seront axés sur l'amélioration des conditions de travail des paysans, la promotion de l'agriculteure à travers les wilayas. Pour le défenseur des droits des agriculteurs, la création d'une Fédération nationale devra prendre en charge les préoccupations des éleveurs de bétail, et préserver leurs droits. Il faut dire que les éleveurs, d'ovins notamment, ont dû faire face à d'innombrables problèmes. La sécheresse qui dure depuis des mois a contraint nombre d'entre eux à vendre leurs troupeaux à des prix des plus bas, au grand bonheur des consommateurs. Insuffisance des fourrages et augmentation des prix d'aliments de bétail, sont les principaux problèmes auxquels sont confrontés actuellement les éleveurs.

W. Z.